



## EXTRAIT

# Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

### DELIBERATION N° 07/2018 – 17

**OBJET :** AIDE A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE  
SARL Campourcy – projet d'extension du local de production de pièces  
pour l'arboriculture

L'An deux mille dix-huit et le onze du mois de juillet (11.07.2018) à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 5 juillet 2018, s'est assemblé à la salle des fêtes de Montesquieu, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

#### CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président  
M. BESIERS Jean-Philippe, 1<sup>er</sup> Vice-Président  
M. HENRYOT Jean-Michel, 2<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. BRIOIS Dominique, 3<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. CAPAYROU Joël, 4<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme FORNERIS Dominique, 5<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
Mme FEAU Annie, 6<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. BENCE Jean-Marie, 8<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme DELZERS Monique, 9<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. LANNES Serge, 12<sup>ème</sup> Vice-Président

Mme ROBIN Nathalie - M. REMIA Alex - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Eric - M. PONS Michel -  
Mme TRESSENS Christiane - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - M. CASSIGNOL Michel - M.  
ANDRAL Maurice - Mme MAERTEN Fabienne - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. FONTANIE  
Pierre - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. LAFONT Hubert - M. GERARDIN  
Frédéric - M. SAMAIN Hugues - Mme BERGE Marie-Luce - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte - M.  
PREVEDELLO Xavier

#### CONSEILLERS REPRESENTES :

Mme HURREAU-SAUVET Nadia  
Mme CARDONA Muriel  
Mme CAMPOURCY Véronique  
M. IMBERT Jean-Paul  
M. BENECH Robert  
Mme GARRIGUES Maïté  
Mme BAULU Maryse  
M. GUILLAMAT Pierre  
DELVOLVE  
Mme CASTRO Marie  
M. DELLAC Patrick  
M. DESCAZEUX Robert  
M. DESQUINES Philippe  
M. FEGNE Jean

a donné procuration à M. M. PONS  
a donné procuration à M. S. LANNES  
a donné procuration à M. E. KOZLOWSKI  
a donné procuration à Mme J. BAJON-ARNAL  
a donné procuration à M. JP. BESIERS  
a donné procuration à Mme M. VALETTE  
a donné procuration à M. HENRYOT Jean-Luc  
a donné procuration à Mme MT. VISSIERES-

a donné procuration à M. B. GARGUY  
a donné procuration à M. H. SAMAIN  
est remplacé par M. C. VIGNAUX, conseiller suppléant  
a donné procuration à M. F. GERARDIN  
est remplacé par M. M. MASSON, conseiller suppléant

#### ABSENTS EXCUSES :

Mme ROLLET Colette, 11<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. VALLES Gérard

#### ABSENTS NON EXCUSES :

M. CALVI Daniel  
M. GARRIGUES Jean-Claude

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mr Xavier PREVEDELLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.



**Vu** le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

**Vu** le régime cadre exempté n° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020.

**Vu** le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement ses articles L.1511-1 et suivants définissant notamment la répartition des compétences entre les Régions et les Communautés de Communes en matière d'aides aux entreprises, à savoir :

- « Le conseil régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la région ».
- Néanmoins, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre restent « compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles [...] La région peut participer au financement de ces aides dans des conditions précisées par une convention » ;

**Vu** la demande de subvention de la SARL CAMPOURCY (2469 route des Barthes – 82 100 Castelsarrasin – n° SIRET : 450 484 209 000 17) reçue en date du 31 juillet 2017 concernant son projet d'extension du local de production de pièces pour l'arboriculture ;

**Vu** le programme du projet qui s'élève pour la part immobilière à 87.580,55 € HT, détaillé tel que suit :

Libellé	Dépenses € HT
Dallage béton	4 634,00 €
Béton	10 515,40 €
Hangar/portail/exutoires	40 289,00 €
Électricité	14 755,59 €
Maçonnerie	17 386,56 €
<b>TOTAL</b>	<b>87.580,55 €</b>

**Considérant** que la SARL CAMPOURCY étant une Petite Entreprise (moins de 50 salariés) située en zonage AFR, elle peut prétendre à un cumul d'aides publiques de 30% (tous financements confondus), calculé sur le montant retenu pour le projet, soit 87.580,55 € ;

**Considérant** qu'en Commission Permanente du 15 décembre 2017, la Région Occitanie a voté ses règles d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise, en complément des EPCI, suivant la répartition suivante : pour 2018, la Communauté de Communes doit intervenir à hauteur de 10% de l'aide publique maximale afin que la Région intervienne à hauteur de 90 % ;

**Considérant** que sur le dossier en question, la répartition de la subvention se détaillerait donc tel que suit :

- Subvention globale maximale possible : 30 %, soit 26.274,17 €
- Part CC nécessaire pour déclencher intervention Région : 10%, soit 2.627,42 €
- Part Région : 90 %, soit 23.646,75 €

Il est donc proposé d'attribuer une subvention de 2.627,42 €, soit un taux d'intervention de 3% de la dépense éligible de 87.580,55 € ;

Il est précisé que le montant de la subvention variera en fonction du degré de réalisation de l'opération subventionnée et sous réserve du respect de la réglementation, notamment relative aux plafonds d'aides publiques.

**Vu** l'avis favorable de la Commission Communautaire « Développement Economique – Attractivité du territoire et Agriculture » en date du 26 juin 2018 ;

**Vu** l'avis du bureau communautaire du 3 juillet 2018 ;

AR PREFECTURE

082-200066322-20180712-DEL07201817-DE

Regu le 12/07/2018

Vu le Budget Primitif 2018 de la Communauté de Communes Terres des Confluences, voté en date du 13 avril 2017 ;

**DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **accorde** une subvention d'un montant de 2.627,42 € à la SARL CAMPOURCY (2469 route des Barthes – 82 100 Castelsarrasin – n° SIRET : 450 484 209 000 17) sur une dépense éligible estimée à 87.580,55 € HT ;
- **autorise** la Région Occitanie à apporter une aide complémentaire.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 12/07/2018

Publication le : 12/07/2018

Notification le : 12/07/2018

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES  
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice : 53

Présents : 38

Votants : 49

Adoptée à l'unanimité

Le 12/07/2018, l'AR a été informée par le préfet de la région de la Nouvelle-Aquitaine, directeur de l'Agence régionale de la Santé, de la tenue d'une réunion de concertation entre les préfets de la région de la Nouvelle-Aquitaine, de la région de la Bretagne, de la région de la Normandie, de la région de la Picardie, de la région de la Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la région de la Réunion, de la région de la Corse, de la région de la Guadeloupe, de la région de la Martinique, de la région de la Mayotte, de la région de la Polynésie française, de la région de la Saint-Pierre et de la région de la Wallonie.

Le 12/07/2018, l'AR a été informée par le préfet de la région de la Nouvelle-Aquitaine, directeur de l'Agence régionale de la Santé, de la tenue d'une réunion de concertation entre les préfets de la région de la Nouvelle-Aquitaine, de la région de la Bretagne, de la région de la Normandie, de la région de la Picardie, de la région de la Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la région de la Réunion, de la région de la Corse, de la région de la Guadeloupe, de la région de la Martinique, de la région de la Mayotte, de la région de la Polynésie française, de la région de la Saint-Pierre et de la région de la Wallonie.



Le 12/07/2018, l'AR a été informée par le préfet de la région de la Nouvelle-Aquitaine, directeur de l'Agence régionale de la Santé, de la tenue d'une réunion de concertation entre les préfets de la région de la Nouvelle-Aquitaine, de la région de la Bretagne, de la région de la Normandie, de la région de la Picardie, de la région de la Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la région de la Réunion, de la région de la Corse, de la région de la Guadeloupe, de la région de la Martinique, de la région de la Mayotte, de la région de la Polynésie française, de la région de la Saint-Pierre et de la région de la Wallonie.

Le 12/07/2018, l'AR a été informée par le préfet de la région de la Nouvelle-Aquitaine, directeur de l'Agence régionale de la Santé, de la tenue d'une réunion de concertation entre les préfets de la région de la Nouvelle-Aquitaine, de la région de la Bretagne, de la région de la Normandie, de la région de la Picardie, de la région de la Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la région de la Réunion, de la région de la Corse, de la région de la Guadeloupe, de la région de la Martinique, de la région de la Mayotte, de la région de la Polynésie française, de la région de la Saint-Pierre et de la région de la Wallonie.

Le 12/07/2018, l'AR a été informée par le préfet de la région de la Nouvelle-Aquitaine, directeur de l'Agence régionale de la Santé, de la tenue d'une réunion de concertation entre les préfets de la région de la Nouvelle-Aquitaine, de la région de la Bretagne, de la région de la Normandie, de la région de la Picardie, de la région de la Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la région de la Réunion, de la région de la Corse, de la région de la Guadeloupe, de la région de la Martinique, de la région de la Mayotte, de la région de la Polynésie française, de la région de la Saint-Pierre et de la région de la Wallonie.

Le 12/07/2018, l'AR a été informée par le préfet de la région de la Nouvelle-Aquitaine, directeur de l'Agence régionale de la Santé, de la tenue d'une réunion de concertation entre les préfets de la région de la Nouvelle-Aquitaine, de la région de la Bretagne, de la région de la Normandie, de la région de la Picardie, de la région de la Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la région de la Réunion, de la région de la Corse, de la région de la Guadeloupe, de la région de la Martinique, de la région de la Mayotte, de la région de la Polynésie française, de la région de la Saint-Pierre et de la région de la Wallonie.